

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 21 avril 2006

Karl von Wogau préoccupé par la détérioration de la situation au Tchad - "Décision appropriée par la Banque mondiale"

Karl von Wogau (PPE-DE), Président de la Sous-Commission de la Sécurité et de la Défense du Parlement européen, a appelé à la cessation immédiate de la violence au Tchad.

Il souligne à ce propos que les nouveaux troubles au Tchad ne peuvent que partiellement être considérés comme une suite du conflit au Darfour:

"La situation de crise et d'instabilité politique qui frappe le Tchad est surtout liée à des problèmes internes comme le manque de démocratie, la politique médiocre et la corruption chronique.

Il appartient au gouvernement du président tchadien Idriss Déby de remettre le Tchad sur le chemin de la réconciliation et de la paix. Pour parvenir à ce but, le gouvernement Déby doit obtenir un accord satisfaisant avec certains des représentants de l'opposition sur une élection libre et honnête. Pour parvenir à une paix durable au Tchad, il faut mettre en route un nouveau processus politique auquel tous peuvent participer."

Au sujet du conflit entre le gouvernement du Tchad et la Banque mondiale sur l'utilisation des ressources pétrolières, Wogau a déclaré qu'il fallait soutenir la position de cette dernière:

"La décision prise par la Banque mondiale de bloquer les revenus pétroliers tchadiens placés sur un compte bancaire britannique est une réaction appropriée à la décision du gouvernement Déby de modifier unilatéralement une loi sur la gestion des revenus pétroliers parrainée par la Banque mondiale. L'intention du président Déby d'utiliser la rente pétrolière pour l'achat d'armes est clairement en contradiction avec les engagements pris de consacrer la majorité des ressources du projet à la réduction de la pauvreté.

La décision prise par la Banque mondiale est en parfaite harmonie avec les principes de l'Union Européenne."

Wogau a enfin souligné, qu'une détérioration de la situation au Tchad et au Darfour pourrait déstabiliser la région toute entière, notamment la République Centrafricaine.

"Il est maintenant important que la communauté internationale parle d'une seule voix et qu'elle maintienne la pression sur les régimes à N'Djaména et à Khartoum pour trouver une solution durable au conflit du Darfour et pour éviter une escalade au Tchad.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU doivent reconnaître que leur responsabilité pour le destin des hommes dans la région pèse plus lourd que leurs relations économiques avec le régime de Khartoum."